

D 617 PARAGUAY: INTERVIEW DE STROESSNER

Le général Stroessner, président de la République paraguayenne, est à la fois le plus ancien dictateur d'Amérique latine et un homme des plus discrets (cf. DIAL D 549). Aussi l'interview qu'il a donnée au journal brésilien "O Estado de São Paulo" le 9 avril 1980 est-elle en soi un événement: nous en donnons le texte ci-dessous. Il y est question de la situation politique du pays, de la présence du général Somoza, ancien président du Nicaragua, et du problème des droits de l'homme.

Quelques semaines auparavant, des tensions étaient réapparues dans le secteur rural, dans l'est et le nord-est du pays. Le 8 mars, une trentaine de paysans de Caaguazú s'étaient emparés d'un autocar dans l'intention de se diriger sur Asunción, la capitale, pour présenter leurs revendications. Mais l'armée s'interposa et entrepris une opération de ratissage avec 5.000 hommes. Bilan: une vingtaine de paysans tués et trois cents autres arrêtés. La censure était aussitôt imposée à la presse. Les "événements de Caaguazú" sont liés à un conflit concernant deux mille hectares de terres très riches possédées par des petits cultivateurs.

Depuis la grande vague de répression contre les Ligues paysannes, dans les années 75 (cf. DIAL 212, 216, 219, 308 et 322), les milieux paysans n'avaient pratiquement plus fait parler d'eux. L'ampleur de l'opération militaire de mars 1980 est le signe que le gouvernement n'entend pas permettre le moindre réveil paysan.

Note DIAL

INTERVIEW DU GENERAL STROESSNER

(Dans une première partie le président Stroessner répond aux questions sur le barrage paraguay-brésilien d'Itaipú et sur les problèmes de frontière entre les deux pays. Puis il donne son point de vue en réponse aux questions suivantes des journalistes brésiliens:)

- Que pensez-vous de l'ouverture politique que mène au Brésil le président Figueiredo?

Je respecte le principe de l'autodétermination des peuples. Je suis au courant par la presse et je n'en ai pas encore une idée précise. Ce qui se passe est le fait de personnes capables qui savent d'où elles viennent, où elles vont et par quels chemins.

- Le Paraguay connaîtra-t-il lui aussi une ouverture politique?

Nous sommes en pleine démocratie. Nous vivons dans un régime démocratique. Il se trouve que certains parlent à titre parfaitement personnel et nous ne savons pas au nom de qui ils le font. Nous avons des partis organisés et il existe une loi électorale, un bureau national des élections. Nous respectons les lois. Les partis qui jouissent de représentativité agissent comme il se doit.

- L'opposition a-t-elle de la force au Paraguay?

Le Parti Colorado a une grande force et il existe d'autres partis qui n'ont aucun soutien électoral. Chez nous, gouvernants et gouvernés, nous sommes tous liés par la loi.

- Certaines personnalités de l'opposition cherchent à être reçues par le président Figueiredo. Voyez-vous quelque inconvénient à cette démarche?

Je ne sais pas. C'est comme lorsque vous m'interrogez sur la politique intérieure du Brésil à propos de laquelle je n'ai pas été invité à donner mon opinion: je signale simplement que c'est au peuple brésilien à s'adresser à ses gouvernants. Ici, au Paraguay, c'est la même chose: les problèmes sont résolus par les paraguayens.

- Considéreriez-vous que ce serait une ingérence dans les affaires intérieures du Paraguay si le président Figueiredo recevait les représentants de l'opposition paraguayenne?

Le président Figueiredo est entièrement libre de les recevoir. Je ne sais s'il en aura le temps. Je signale qu'à titre d'information, il pourrait le faire. Mais le président du Brésil dispose d'autres moyens pour s'informer de ce qui se passe au Paraguay.

- Des organisations internationales critiquent le Paraguay pour sa violation des droits de l'homme. Avez-vous quelque chose à dire sur ce point?

Chez nous, nous respectons les droits de l'homme. Nous ne respectons pas les droits de ceux qui veulent en finir avec les droits de l'homme. Je parle ici des subversifs, des terroristes, qui sont en marge de la loi. Les droits de l'homme sont garantis aux personnes qui travaillent, aux gens de bien.

- Pourquoi, au Paraguay, y a-t-il encore la censure de la presse?

Chez nous il n'y a aucune censure de la presse. Dans mon message au Congrès il y a ma pensée sur la presse, laquelle doit oeuvrer avec sens patriotique et ne peut en aucune manière encourager le chaos et l'anarchie, sinon c'en est fini du climat de paix.

- Avez-vous déjà pensé à une amnistie?

Chez nous, en réalité, nous n'avons pas à penser à une amnistie car il n'y a aucun motif pour cela.

- Ne craignez-vous pas, comme dernier homme fort d'Amérique, de terminer vos jours comme Somoza?

En premier lieu il faut connaître la réalité paraguayenne. Nous agissons démocratiquement avec le Parti Colorado, qui est majoritaire, et dans une démocratie c'est la majorité qui commande. La force du Parti Colorado fait précisément qu'il n'y a pas au Paraguay l'anarchie qu'on constate sous d'autres latitudes. Chez nous règne la sécurité qui permet au peuple de travailler.

- Mais l'ancien dictateur Somoza habite au Paraguay. N'est-ce pas contradictoire?

Il est venu chercher ici la tranquillité qu'il n'a pas trouvée ailleurs

- Et si le Nicaragua demande l'extradition de Somoza?

Je n'ai aucune information en ce sens.

- Allez-vous être candidat pour un nouveau mandat présidentiel?

Je ne puis l'affirmer car celui qui commande ici c'est le peuple. Je suis à ce poste depuis de nombreuses années. Ce n'est pas parce que je le veux, c'est parce que le peuple le veut. Je n'ai pas bougé le petit doigt pour que mon nom soit avancé. Avant que j'assume la responsabilité gouvernementale, il y avait eu huit présidents en six ans. J'ai joui de la reconnaissance du peuple car j'ai répondu à ses attentes.

- Les membres dissidents du Parti Colorado peuvent-ils rentrer au Paraguay?

A vrai dire, les portes ne sont pas fermées. Le problème c'est qu'ils ne reviennent pas parce qu'ils ne veulent pas agir démocratiquement.

- L'ancien président Somoza est-il en train d'investir au Paraguay?

D'après les informations dont je dispose, il s'agit d'investissements de très peu d'importance jusqu'à maintenant. Puisse-t-il investir davantage!

- Comment interprétez-vous que les critiques soient unanimes contre le régime paraguayen? Le monde entier critique votre gouvernement...

Nous ne savons que trop d'où viennent ces critiques et qui en sont les auteurs. La Constitution exclut les partis totalitaires, alors vous devinez d'où ça vient.

- Mais il n'y a pas que les communistes à critiquer votre gouvernement?

Les autres ne font que répéter sans rien savoir sur la situation. Il faudrait qu'ils viennent ici, qu'ils vivent dans le pays pour voir comment nous réglons les problèmes. J'insiste: il faut comprendre la situation particulière du Paraguay. Comme président je m'y suis toujours attaché. Nous avons réalisé beaucoup de choses pour le bien du peuple. Je ne les énumère pas parce que ce serait beaucoup trop long et nous avons toujours plus de possibilités d'augmentation du niveau de vie du peuple paraguayen.

- Y a-t-il un mouvement de guérilla dans la région de Caaguazú?

Non, mais seulement une action isolée de brigands qui ont attaqué un autocar interurbain. La guérilla existe quand un mouvement armé est susceptible d'avoir un soutien populaire. Ce n'est pas le cas au Paraguay, aucunement.

- La liberté des jeux de hasard est-elle source de profits pour le Paraguay? C'est un sujet très discuté au Brésil.

En ce qui concerne le Paraguay, nous pensons qu'elle lui profite jusqu'à maintenant. C'est une affaire limitée, c'est une concession qui a été bénéfique pour le Paraguay jusqu'à aujourd'hui. S'il en allait différemment, nous prendrions les mesures appropriées. Cela rapporte beaucoup à la nation et nous contrôlons la situation en fonction de la législation.

- Est-il vrai que votre famille domine l'économie paraguayenne?

Non. Je pense que la question n'est pas en rapport avec la réalité. Il se peut que des parents ou apparentés possèdent quelques biens... Il faudrait en faire l'inventaire.

-----

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

-----

Abonnement annuel: France 185 F - Etranger 215 F par voie normale  
(par avion, tarif sur demande selon pays)

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie STEP

Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441